



FROM PLANET OF SLUMS TO PLANET OF SOLUTIONS

Le bidonville, un terme qui interroge autant qu'il interpelle, mais aussi une réalité qui fait froid dans le dos. Si les caractéristiques qui permettent de définir un bidonville restent imprécises et a priori difficilement universelles, dans la mesure où celles-ci dépendent en grande partie des réalités locales, les chiffres généraux font état d'un citadin sur trois vivant dans ces quartiers.

Toutefois, une constante peut être observée à travers le monde : l'insuffisance – quand ce n'est pas l'absence – d'accès à l'eau et l'assainissement.

Au travers du réseau Projection, les jeunes professionnels ont souhaité mettre en avant cet enjeu crucial au cœur du 6ème Forum Mondial de l'Eau qui se tiendra du 12 au 17 mars 2012 à Marseille. Nous y organiserons sur un espace de 200 m², des expositions montrant la complexe réalité des bidonvilles ainsi que des solutions existantes sur le terrain en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement. Ce projet intitulé *From planet of slums to planet of solutions*, tend à répondre à la question suivante : comment l'accès aux services peut-il faire effet de levier pour l'intégration à terme de ces quartiers et de leurs habitants dans l'espace urbain ?

Les travaux ont commencé au sein du réseau avec l'organisation de rencontres dédiées en mai dernier à Paris et en septembre dans les quartiers périphériques de Ouagadougou. Un groupe de travail réunissant une quinzaine de jeunes professionnels a également été constitué. Ce numéro de L'Essentiel est l'occasion de vous donner un premier aperçu de nos échanges.

Nous évoquons tout d'abord les fondamentaux concernant les caractéristiques et les enjeux en matière d'accès aux services dans les bidonvilles, afin d'ouvrir sur quelques pistes de réflexions. Ces réflexions sont issues de nos échanges avec des jeunes professionnels qui témoignent de leurs recherches de terrain dans les 3 zones les plus touchées par ce fléau urbain (Afrique, Asie, Amérique latine), et projettent avec nous leur vision d'avenir pour l'accès aux services dans les bidonvilles.

« L'avenir se prépare aujourd'hui et avec vous, les jeunes professionnels », nous rappelle Bert Diphoorn, directeur du bureau des aménagements humains (dont dépend le secteur eau et assainissement) de UN-Habitat, dans le cadre d'un entretien qu'il a bien voulu nous accorder. Nous avons en effet l'honneur d'être soutenus et accompagnés par cette organisation internationale dans notre démarche.

Joignez-vous également à ce projet passionnant et participatif ! Si vous souhaitez contribuer à cette initiative ou simplement en devenir un ambassadeur dans vos réseaux, vous trouverez le mode d'emploi du projet dans ces pages.

Bonne lecture à tous et au plaisir de vous voir mobilisés avec nous autour des solutions pour l'accès aux services dans les bidonvilles.

SOMMAIRE

- Zoom sur : Les bidonvilles p.2-3
- Le projet « Bidonville » p.4
- La parole aux jeunes p.5-8
- La parole aux seniors p.9-10
- Actualités Sani Tsapta p.11
- Actualités & infos pratiques p.12

L'équipe de Projection



« Quelles solutions pour l'accès à l'eau et l'assainissement dans les bidonvilles ? »

Les quartiers populaires et précaires plus communément appelés bidonvilles (« slums » en anglais), constituent aujourd'hui l'habitat de plus de 30% de la population urbaine mondiale selon UN-Habitat. Si les Objectifs du Millénaire pour le Développement les concernant ont été atteints (227 millions de personnes sont sorties des conditions de vie des bidonvilles sur un objectif de 100 millions), **le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles croît dans le monde à un rythme de 10% chaque année**. Ainsi, la population des bidonvilles et des taudis dans le monde devrait atteindre 3 milliards en 2050 (soit un tiers de la population mondiale). L'accès aux services est un enjeu majeur dans ces zones. Enjeu que les jeunes professionnels souhaitent mettre en avant au cœur du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau en mars prochain.

Le bidonville, une définition par défaut

La typologie des bidonvilles, ces zones urbaines non planifiées, varie selon les continents et les contextes et défie souvent les a priori sur la pauvreté¹ : il y a beaucoup plus de pauvres en dehors que dans les bidonvilles, et tous les habitants de ces quartiers informels ne sont pas pauvres ; le chômage : certains bidonvilles sont au contraire des lieux de travail et de production très actifs, comme le quartier de Dharavi à Mumbai ; ou encore le statut de transition entre la campagne et la ville : s'il est vrai que le bidonville est souvent la première étape dans le processus d'exode rural, les déplacements vers et dans les villes montrent souvent plus de complexité.

UN-Habitat retient une définition opérationnelle du « **foyer de bidonville** », soit un foyer ne possédant pas l'un ou plusieurs des éléments suivants :

- accès facile à une eau améliorée en quantité suffisante et à un prix abordable ;
- accès à un assainissement amélioré sous forme de toilettes privées ou partagées avec un nombre de personnes raisonnables ;
- surface habitable suffisante, soit pas plus de 3 personnes partageant la même pièce ;
- logement durable à structure permanente assurant une protection contre des conditions climatiques extrêmes ;
- sécurité foncière contre les expulsions.

Parmi ces critères, investir dans des infrastructures de services de base, en particulier d'eau et d'assainissement, est établi comme une **priorité** par UN-Habitat **pour toute intervention destinée à améliorer les bidonvilles**.

L'eau et l'assainissement dans les quartiers précaires : c'est quoi le problème ?

Depuis des décennies que les bidonvilles sont étudiés, les problèmes sont bien connus. En termes d'accès à l'eau et à l'assainissement, les éléments bloquants peuvent recouvrir différentes réalités. Parmi celles-ci, le pouvoir d'achat de la population est faible mais pas forcément nul. Les habitants des bidonvilles sont prêts à payer pour obtenir de l'eau potable. Sarah Botton explique à ce sujet dans *La Multinationale et le Bidonville (2007)*, que le refus de paiement « ne concerne certainement pas les communautés des quartiers défavorisés », qui payent leurs solutions de fortune, par défaut, parfois plus cher que les autres citoyens. Les questions techniques d'approvisionnement sont souvent sources de difficultés notamment par le manque de voiries qui limite l'espace public accessible pour la mise en place de réseaux. La réticence des pouvoirs publics à intervenir dans ces quartiers est par ailleurs un enjeu majeur. Mais même si les villes font un effort sincère pour étendre leurs réseaux en périphérie, elles sont souvent dépassées par la croissance des quartiers informels.

Se débarrasser des bidonvilles n'est pas une solution !

D'après Laure Criqui, membre de Projection réalisant une thèse sur la planification et les constructions des infrastructures en réseau au Caire et à Delhi, il existe à ce jour trois grandes politiques à destination des bidonvilles menées pour les sortir de leur situation : la **réhabilitation**, incluant l'apport de services urbains, le **relogement total ou partiel** de la population – en général en périphérie des villes – et une politique juridique de « **légalisation/régularisation** » de ces espaces. De nombreux effets pervers peuvent apparaître lors de la mise en place de ces politiques à savoir les phénomènes de gentrification² et dans une moindre mesure de spéculation foncière.

Certains gouvernements ont aussi essayé d'ignorer le problème, comme au Kenya où les infrastructures des bidonvilles sont restées longtemps inadéquates car le gouvernement ne souhaitait pas soutenir le développement de ce qu'il considérait comme des implantations illégales. Les habitants trafiquaient l'électricité et les branchements d'eau pour s'approvisionner, entraînant un certain nombre de conflits avec le personnel de sécurité déployé pour les en empêcher.

De manière générale, les tentatives de destruction des bidonvilles et de relogement aboutissent à des échecs au moins partiels, pour différentes raisons : l'ensemble de la population des quartiers concernés ne trouve pas toujours place dans les nouveaux logements, les conditions de vie matérielles améliorées ne compensent pas la perte de lien social, etc. UN-Habitat, dans son rapport *The Challenge of Slums (2003)*, explique que « l'expérience accumulée au fil des dernières décennies suggère que l'amélioration in situ des bidonvilles est plus efficace que le relogement des habitants et devrait être la norme dans la majorité des projets et programmes de réhabilitation des bidonvilles ».

De l'importance du politique et des outils institutionnels

Les organismes et les professionnels qui travaillent sur le sujet s'accordent à dire que la volonté politique reste un préalable indispensable à la réalisation d'actions concrètes sur le terrain pour l'amélioration des conditions de vie de ces quartiers notamment en termes d'accès à l'eau et à l'assainissement. Luisa Moretto (voir interview) précise : « J'ai étudié deux bidonvilles, mais j'ai aussi eu connaissance de plusieurs projets et, dans la plupart des cas, la différence entre l'échec ou la réussite, c'était le support donné par les institutions. Ce n'est pas systématiquement gigantesque, il suffit parfois de quelqu'un dans l'administration qui s'y intéresse, qui ait assez d'autorité pour intervenir et débloquer la situation, par exemple pour résoudre des questions foncières. »

Bien sûr, les pouvoirs publics doivent savoir dépasser l'échelon local et mettre en place un cadre légal solide sur du long terme : déléga-



tions de compétence, politique de branchement, tarification (avec par exemple un système de péréquation comme en Colombie ou au Niger, selon les catégories d'usagers), etc. ainsi que les outils financiers pour le soutenir. De nombreux outils institutionnels existent pour qui veut agir ; le Kenya par exemple a engagé des réformes profondes du secteur et orienté considérablement les institutions et les politiques en faveur des pauvres : insertion d'une « Déclaration des Droits » dans la Constitution, mise en place d'organes séparés de financement (Water Services Trust Fund) et de régulation (Water Services Regulatory Board), professionnalisation et décentralisation de la fourniture de services, formalisation des pratiques (tarifs, qualité de service, fiabilité,...), etc.

L'implication des habitants

Les « bidonvillois » sont souvent considérés, à tort, comme des marginaux dans l'espace urbain. Néanmoins, les bidonvilles sont une régulation naturelle de la croissance des villes, où les habitants affluent initialement de manière illégale et acquièrent avec le temps une certaine légitimité, un « droit de fait » d'être là. Ils améliorent continuellement leur habitat, font émerger une économie interne, etc.

Dans la plupart des cas, la différence à chaque fois entre l'échec ou la réussite, c'était le support donné par les institutions. Ce n'est pas systématiquement gigantesque, il suffit parfois de quelqu'un dans l'administration qui s'y intéresse, qui ait assez d'autorité pour intervenir et débloquer la situation.

Luisa Moretto, Enseignante à l'Université Libre de Bruxelles

UN-Habitat recommande expressément de tenir compte des habitants et des initiatives qu'ils ont spontanément mises en place pour améliorer leurs propres conditions de vie. C'est un plaidoyer repris par Slum Dweller International, un réseau d'organisations communautaires des populations urbaines pauvres : Sheela Patel, présidente de l'organisation et fondatrice de l'ONG SPARC (Society for the Promotion of Area Resource Centres) à Mumbai, a appelé les participants de la World Water Week 2011 à reconnaître les populations pauvres au Sud comme des « coproducteurs de solutions » qui doivent être impliqués dans le processus de décision. Au Venezuela, Luisa Moretto a été témoin de nouvelles formes de coproduction entre les pouvoirs publics et les habitants : des interlocuteurs dédiés, une distribution planifiée du service, et autres démarches qui permettent de remplacer progressivement les pratiques informelles d'accès à l'eau potable tout en intégrant les usagers en tant qu'acteurs du développement urbain.

De plus en plus les habitants de bidonvilles s'improvisent urbanistes. Guidée par deux jeunes femmes qui n'ont pas étudié jusqu'au lycée, la population de Landrug, un quartier informel dans la petite municipalité sud-africaine de Stellenbosch, a dressé un inventaire et une carte de son peuplement et l'utilise notamment pour négocier avec la collectivité des toilettes, des égouts et des canalisations d'eau potable. Quand l'initiative vient du gouvernement, elle attire souvent la méfiance des habitants, mais la cartographie participative des bidonvilles est devenue un outil méthodologique couramment utilisé dans le monde, notamment par Water Aid qui a documenté un certain nombre de projets dans ce sens. L'UNICEF lance aussi des projets avec les enfants des quartiers informels, d'excellents acteurs du changement dans les communautés, faisant ainsi de la cartographie, en plus d'un outil de plaidoyer et de planification, un moyen

d'éducation sur ces questions sensibles. D'autres initiatives, privées, émergent ; ainsi, suivant le principe que « ce qui n'est pas sur la carte n'existe pas », Google Map Maker s'est lancé avec « Map your world community » et a mis à disposition ses outils et forums pour aider les non-experts à cartographier les bidonvilles.

Quelles solutions de terrain?

Outre ces préconisations, les opérateurs ont un réel travail de réflexion à mener sur le terrain, à moyen et long terme, avant de pouvoir proposer et implémenter un service d'eau potable ou d'assainissement fonctionnel dans un quartier informel. Les solutions doivent concerner toutes les données de l'équation :

- *l'organisation* : le contexte est toujours limitant, et dépendra par exemple de la forme des partenariats et du niveau de coopération avec les pouvoirs publics (fédéral, provincial, local...). Dans *La Multinationale et le Bidonville*, Sarah Botton renvoie dans ses conclusions la compétence d'un opérateur à développer des projets de gestion dans les quartiers pauvres à « la qualité de leur réponse au mandat » ;
- *le choix de la technologie*, avec des infrastructures adaptées au terrain, au budget du projet et des habitants, mais aussi à la répartition des ressources et des besoins et au mode de vie des habitants (voir notamment les publications du Gret). Il faut savoir aussi envisager la mise en place de solutions transitoires telles que le Peepoo pour l'assainissement ou encore les bornes fontaines dans le domaine de l'eau potable ;
- *la politique commerciale*, de la relation à établir avec les usagers aux facilités de paiement ;
- *la mobilisation des collaborateurs*, etc.



A l'initiative des jeunes professionnels de Projection, un **groupe de travail** s'organise pour identifier et présenter lors du Forum Mondial de l'Eau des solutions de terrain pour l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les bidonvilles. N'hésitez pas à y contribuer !

Nathalie Frayssinet

¹ Le terme de « pauvreté » lui-même relève de critères multidimensionnels difficiles à quantifier et objectiver.

² Processus par lequel le profil économique et social des habitants d'un quartier se transforme au profit exclusif d'une couche sociale supérieure.

Le projet « Bidonville »



BIDONVILLE,
mode d'emploi



12-17 mars 2012
MARSEILLE

Les jeunes professionnels mettent en avant au 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau les solutions pour l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les bidonvilles

Un espace thématique dédié de 200 m² sur le site du forum accueillera :

des **débats** et des échanges de pratiques autour des solutions pour les bidonvilles



un échantillon reconstitué d'un **bidonville**, pour replacer le sujet dans son contexte... grandeur nature

l'exposition de **solutions de terrain** sélectionnées par le **groupe de travail bidonville**

Pour contribuer, comment ça se passe ?



VOUS, ACTEURS DE TERRAIN & MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL



SECRÉTARIAT DU GROUPE DE TRAVAIL

1

Classement thématique des solutions en **fiches**

2

GROUPE DE TRAVAIL
Sélection des solutions : pertinence, applicabilité, mise en valeur

Rassemblez simplement la doc projet
Donnez votre avis « terrain »
Envoyez à : infoslums@reseauprojection.org

SECRÉTARIAT DU GROUPE DE TRAVAIL

3

Catalogue des solutions

COMITÉ DE PILOTAGE
Validation



Mise en œuvre et exposition sur site

Cet espace n'aura pas vocation à illustrer de manière exhaustive les solutions existantes aux problèmes rencontrés dans les bidonvilles, mais aura néanmoins pour but de faire connaître au mieux celles qui existent actuellement et dont la mise en œuvre est un succès.

Trois membres du groupe de travail sur les bidonvilles ont répondu à nos questions

Luisa Moretto, enseignante à l'Université Libre de Bruxelles (Faculté d'Architecture), nous répond sur la thématique de l'accès à l'eau dans les bidonvilles et met l'accent sur l'importance de la volonté politique.

« Bonjour Luisa, peux-tu nous présenter ton parcours ?

J'ai un profil plutôt académique, avec une formation initiale d'architecte et un doctorat en *Analyse et gouvernance du développement durable*, sur la question de la gouvernance urbaine et de l'accès à l'eau potable au Sud. J'ai travaillé pour la Banque Interaméricaine de Développement (BID) sur des sujets de développement urbain. J'ai continué ensuite sur les services urbains avec mon post-doctorat au LATTS. Je travaille maintenant à l'université de Bruxelles comme enseignante d'un cours sur le développement urbain dans le Sud et comme chercheuse, en particulier sur un projet concernant les déchets urbains au Maroc, en Algérie et en Tunisie. C'est de la recherche-action, je travaille plutôt comme ça (c'est aussi plus facile pour obtenir des fonds !).

Quelle est ton expérience sur les bidonvilles ?

J'ai abordé la question des bidonvilles à Caracas, le terrain de ma thèse de doctorat (les bidonvilles au sud de la capitale), et dans le Maghreb, des quartiers pauvres des villes moyennes, plus sur le sujet des déchets. Comme les programmes de Chavez d'amélioration des services de base et la loi de décentralisation des services d'eau de 2001 au Venezuela s'appuient sur une forte participation citoyenne, j'ai étudié spécifiquement le développement et le fonctionnement des comités techniques pour l'eau, qui visent l'amélioration de l'accès à l'eau potable.

Selon toi, quels sont les grands enjeux de l'accès aux services dans les bidonvilles ?

Lorsque j'ai collaboré avec d'autres chercheurs au LATTS, nous trouvions que la recherche sur le sujet tournait en rond, c'était

toujours les mêmes questions qui revenaient, on changeait juste le terrain. Nous avons donc organisé en 2010 cinq séminaires de mise en réseau des connaissances sur les services urbains en réseaux, avec des chercheurs et des professionnels. Le but était de dégager de nouvelles pistes de recherches qu'on a découpées en quatre thèmes qui nous semblaient porteurs : les petits opérateurs privés, le financement, le concept de service public, les inégalités environnementales.¹

Quel est ton sentiment sur l'avenir de l'accès aux services dans les bidonvilles ?

Ca prendra un bon moment ! Comme la population continue à augmenter, il y a toujours plus de personnes qui en ont besoin, même s'il y a beaucoup de progrès, des améliorations. D'un point de vue pratique, il y a énormément de solutions, on revient à la réponse banale : la volonté politique et les financements.

Il y a notamment des réseaux Sud-Sud actifs qui favorisent l'échange de pratiques, mais après il faut débloquer les fonds, l'intervention des politiques, etc., jusqu'à la mise en place. Au Venezuela les résultats sont très intéressants : comme le pays a des revenus propres liés à la rente pétrolière, il n'a pas besoin d'aide extérieure pour financer son développement, donc il y a énormément de choses qui bougent. Après, on peut se poser la question : l'accès à l'eau, oui, mais à quel prix ? Est-ce durable ? Il y a toute une polémique autour du populisme... ce n'est pas simple. »

¹ La synthèse de ces séminaires est en cours actuellement, mais des documents sont disponibles sur <http://served.crevilles.org/>.

Enseignant-chercheur en Sciences Politiques à l'Université de Rouen, Pierre-Louis Mayaux nous explique l'importance d'un processus participatif pour l'accès à l'eau dans les bidonvilles. Il affiche également un optimisme solide quant à l'avenir des services essentiels dans ces zones défavorisées.

« Pierre-Louis, quel est ton champ de recherche et comment l'as-tu défini ?

Je suis un politiste : j'ai fait Sciences Po Paris. Pendant un stage à La Paz, j'ai été témoin des « guerres de l'eau », des manifestations contre l'opérateur ; j'ai trouvé que c'était un beau sujet et j'ai choisi d'effectuer mon master de recherche sur la gouvernance de l'eau en Bolivie. Je me suis passionné pour la question, et j'ai poursuivi ma thèse en sciences politiques sur l'analyse des politiques publiques en Bolivie (La Paz-El Alto et Cochabamba), ainsi qu'en Colombie (Carthagène) et au Brésil (Campo Grande). Je m'intéresse aux politiques environnementales en général, et à ce qui est réformes de l'Etat, de l'administration, l'incorporation d'acteurs privés... Les réformes des services d'eau, ça me permettait de toucher ces deux centres d'intérêt.

Quelle était ta démarche ?

J'ai cherché à comprendre l'acceptabilité sociale des réformes, je me posais la question : pourquoi le passage au privé avait été accepté alors même que l'organisation initiale fonctionnait bien ? J'ai choisi de traiter la privatisation seulement comme un moment qui s'inscrit dans les réformes sur une perspective de 15, 20, 30 ans.

Le focal de ma thèse était donc institutionnel, avec par exemple la mise en place de l'agence de régulation, etc., mais j'ai passé du temps en Bolivie surtout, plus trois mois à chaque fois en Colombie et au Brésil ; donc j'ai été confronté aux quartiers périphériques à Carthagène, et à l'échec des expériences de l'opérateur à La Paz-El Alto. J'ai constaté dans quelle mesure il était capable de s'adapter et mettre à disposition ses solutions, comment



on pouvait passer de relations clientélistes à des relations professionnelles. (voir encadré)

Enfin, dans la mise en place sur le terrain, qu'est-ce qui fait qu'un projet d'accès aux services réussit ou échoue dans les bidonvilles ?

Il faut que ce soit participatif, pas une solution purement gestionnaire. Ça implique de l'incertitude pour l'opérateur, ça demande aussi du temps et du travail en amont : il est plus facile de mettre en place une solution si l'opérateur a déjà une certaine légitimité auprès de l'utilisateur.

Le succès d'une solution ne se résume pas à un bon calibrage technique et institutionnel : si quelqu'un arrive et lance sans prévenir une politique de branchements stricte, ce n'est pas une facilité de paiement qui va changer les choses, la confiance doit se construire sur le moyen et le long terme. On ne peut pas isoler les solutions du contexte socioculturel et d'un éventuel historique économique et commercial : politique générale de service, tarifs, relations avec les usagers.

Ce que je montre dans ma thèse, c'est aussi la question de la rapidité du changement : si les municipalités et les anciens opérateurs sont mis sur la touche, ça crée des tensions. Il faut des compromis, des solutions transitoires.

Tu as l'air optimiste sur l'avenir de l'accès aux services dans les bidonvilles.

Pour les villes latino-américaines, oui, je suis plutôt optimiste, car je suis optimiste sur la croissance et le développement économique en général. De plus, en ce moment elles ont des gouvernements capables de redistribuer les financements sur ces quartiers. Tout peut arriver, ça reste compliqué : l'eau potable tend déjà vers l'universalisation – en Bolivie par exemple des ressources sont dégagées depuis 15-20 ans, la part du PIB attribuée à l'eau potable reste stable voire augmente légèrement ; le vrai défi, c'est l'assainissement. Mais la tendance est là, plus qu'il y a dix ans.

On voit une réduction de la vulnérabilité globale de ces pays, l'augmentation des capacités de planification, d'administration publique, ils peuvent mettre en place des cadres réglementaires crédibles, relativement efficaces sur du long terme. Il y a également de vrais projets d'ingénierie locale, des acteurs privés qui montent en puissance (capacités de gestion, technique...) et sont capables aujourd'hui de gérer tout seuls un service.

Même s'il reste des problèmes légaux, de propriété, dans ces quartiers, des problèmes politiques lourds, les conditions sont réunies, plutôt favorables pour l'Amérique latine, surtout que dans cette région la ressource est abondante. »

DEUX EXEMPLES DE PROJETS SUR LES QUARTIERS PAUVRES : UNE RÉUSSITE, UN ÉCHEC, DES LEÇONS APPRIS

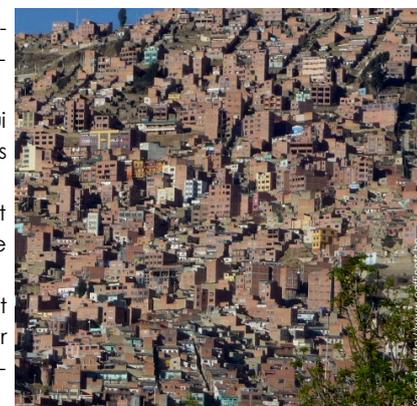
A Carthagène, l'opérateur a fait de gros efforts sur sa politique commerciale adaptée aux populations urbaines pauvres dès son arrivée en 1995 :

- mise en place d'« accords de paiement » : si l'utilisateur n'avait plus payé pendant quelques mois et que son service était coupé, pour le retrouver il n'avait à rembourser que le dernier mois et un échéancier de paiement à long terme était dressé pour le règlement du reste ;
- implantation d'unités mobiles de paiement pour éviter aux habitants le déplacement jusqu'en ville tous les mois ;
- et également des solutions avec les leaders communautaires : mise en place de bornes fontaines gérées par les leaders avec des contrats spécifiques tant que les quartiers n'étaient pas raccordés.

Tout cela a demandé du temps, des tâtonnements, mais le taux de recouvrement est ainsi passé de 45% à 94% et l'objectif de couverture universelle a été quasiment atteint (99,9% en 2008) dans cette ville où 61% des habitants appartiennent aux « segments » 1 et 2, c'est-à-dire les plus pauvres, dont les tarifs d'eau sont subventionnés à hauteur de 50 et 40% respectivement.

Dans le cas de La Paz-El Alto, l'opérateur s'est retrouvé en échec sur un projet innovant spécifiquement programmé pour les quartiers pauvres, et qui sur le papier avait emporté l'adhésion de nombreux bailleurs et acteurs. Les raisons étaient variées :

- économiques : la formule proposée ne s'est pas avérée si avantageuse pour les usagers, qui continuaient à avoir du mal à payer en une fois ; avec le recours au système de crédit, et les intérêts à 12-13% sur quatre-cinq ans, ils payaient au final plus que les autres habitants ;
- techniques : avec un enterrement moins profond pour diminuer les coûts, les dispositifs étaient plus fragiles ; en outre, la ville était située sur un plateau, donc à cause de l'absence de relief le débit était trop faible ;
- sociales : le projet cherchait à impliquer les habitants ; le système mis en place faisait que c'était aux usagers d'apporter une partie du matériel, de s'occuper eux-mêmes de l'entretien, et leur donnait l'impression de se faire exploiter gratuitement pour le bénéfice à court terme de l'opérateur.



Après trois années, le projet a échoué au milieu des années 2000. L'opérateur principal de La Paz-El Alto met aujourd'hui en œuvre tout un ensemble de partenariats pour ses rapports avec les usagers, pour récupérer les factures, etc. Si le premier projet n'a pas tenu ses promesses, cela donne beaucoup de pistes de solutions pour d'autres projets qui pourront être adaptés aux bidonvilles.

Ainsi, les solutions qui portent leurs fruits sont souvent graduelles. L'opérateur doit avoir un horizon temporel qui permette de raisonner à long terme.

Après deux ans passés en Inde pour sa thèse¹ sur l'accès à l'eau dans les bidonvilles, **Genevieve Connors** travaille à présent à la Banque Mondiale en tant que spécialiste des ressources en eau. Elle insiste sur la nécessité de trouver des solutions locales et de lier des accords forts entre les différents intervenants pour en assurer l'efficacité.



« Genevieve, pourquoi as-tu choisi de travailler sur ces sujets spécifiques de l'accès à l'eau et l'assainissement dans les bidonvilles ?

Pour moi, il était plus intéressant d'aborder les sujets de l'urbanisation et de la pauvreté urbaine à travers un secteur précis – tel que l'eau et l'assainissement – au lieu de réfléchir aux bidonvilles en général. On peut aller vraiment dans les détails dans ce domaine, mais en même temps, le caractère transversal de ce secteur, en particulier de l'infrastructure de réseau, oblige à garder une perspective d'ensemble et à tout replacer dans son contexte. Par exemple, pour raisonner autour de l'alimentation en eau urbaine, même dans les bidonvilles, il faut aussi penser aux rivières et aux précipitations, et aux sources d'approvisionnement en amont.

Quant à mon choix d'étude à Bangalore, les bidonvilles sont un sujet de recherche ironique, quelque part. On en sait en fait beaucoup sur pourquoi les services ne sont pas fournis dans les bidonvilles. Le sujet est étudié depuis des décennies, avec une poussée de départ dans les années 70. La mise en œuvre de nos actions a échoué – ou peut-être que notre champ d'action est intrinsèquement limité et que tant qu'il y aura de la pauvreté, il y aura des bidonvilles, quel que soit le nombre d'urbanistes qui se lancent dans le problème. C'est peut-être pour ça que tant d'urbanistes intéressés à l'origine par les bidonvilles et la pauvreté travaillent maintenant dans le développement économique. En tout cas, je ne voulais pas regarder encore les problèmes. Je souhaitais voir un cas où les améliorations fonctionnaient.

Dans ta thèse, *Watering the Slums*, tu parles de la réticence ou de la résistance des habitants des bidonvilles et des personnes employées par les opérateurs à améliorer le service, et tu soulignes la légitimité de leurs préoccupations. Comment peut-on réussir un projet de réhabilitation autour de cette résistance ?

Dans mon cas à Bangalore, et dans beaucoup d'autres cas, on doit la prendre explicitement en considération. Par exemple, beaucoup de programmes destinés aux bidonvilles n'ont pas pris en compte les personnes mêmes qui sont censées fournir le service. Quand votre travail est déjà de fournir un certain niveau de service auprès de quartiers de classe moyenne ou supérieure dans une ville, considèreriez-vous un travail dans un bidonville comme une promotion ou une rétrogradation ? C'est pour cette raison qu'on appelle ces postes une punition. Quand vous cherchez à desservir un bidonville, tout doit être pensé différemment : l'approche, le prix, le niveau de service, comment le mettre en place, tout.

Les gens ont tendance à se rabattre sur la vision politiquement correcte que « les bidonvillois sont comme tout le monde ». C'est

vrai, bien sûr, dans un sens, et ça reste le fondement de la justice sociale et des droits humains. Mais il ne faut pas confondre le sentiment et le besoin. Du point de vue d'un service d'alimentation, on ne peut pas traiter les bidonvilles de la même manière, parce que les bidonvilles sont différents. On peut le prendre en compte de plein de manières possibles, mais peut-être l'une des façons principales est-elle d'être explicite dans sa politique en faveur des pauvres. Souvent ça passe par un nouveau « bureau de développement social » (Social Development Unit) chez un opérateur, qui peut orienter l'organisme dans cette direction, soulever les problèmes (financiers, culturels, etc.) et fournir des réponses à la direction et aux décideurs.

Essentiellement, il faut toujours se poser la question : qu'est-ce qui rend cette fraction de société, ou ce quartier, différent ? Comment peut-on cibler des actions incitatives et des politiques pour que ça fonctionne ? Autrement, le programme est destiné à échouer.

Quel autre élément peut faire échouer un projet ?

Beaucoup d'autres contraintes ayant à voir avec les caractéristiques du bidonville lui-même peuvent faire que ça passe ou que ça casse : questions foncières, politiques locales, histoire, etc. Chaque bidonville a sa dimension propre qui n'a rien à voir avec l'opérateur. On peut avoir les meilleurs ingénieurs : déterminés, préparés, sensibilisés, avec déjà une expérience réussie derrière eux... et ils échouent quand même. Il est important non seulement de préparer l'opérateur et ses équipes, mais aussi de s'assurer que les relations entre le bidonville et l'opérateur fonctionnent bien. Il faut une mobilisation et une coordination soigneuses pour atteindre des accords de voisinage valables.

Selon toi, quelles sont les autres problématiques majeures pour l'accès à l'eau et l'assainissement dans les bidonvilles ?

Un vrai problème demeure la mise en œuvre, et c'est le cas pour de nombreux pays en développement. Ça peut être dû à la corruption, au recours à des entrepreneurs privés qui esquivent leurs responsabilités, à l'absence d'obligation de rendre des comptes, à l'opportunisme politique, ou juste à une mauvaise gestion. Aucune de ces raisons n'est jamais une surprise. On connaît tous les problèmes qui peuvent survenir – mais on doit quand même chercher à faire les choses bien.

D'autres problèmes ont à voir avec le renforcement institutionnel, l'introduction de nouvelles politiques qui nécessitent d'être démantelées par avance à un niveau plus élevé que les bidonvilles ou l'opérateur. On peut avoir une communauté formidable et des ingénieurs exceptionnels, mais si une municipalité déclare que "aucun bidonville n'est autorisé à être alimenté en eau", alors bien sûr rien ne se passe.



Donc les solutions doivent être locales?

Oui, c'est une problématique locale. Ce n'est pas comme la faim à grande échelle ou l'extrême misère. Les gens se préoccupent de la famine et se secouent face au problème. Mais l'alimentation locale en eau est quelque chose dont on se soucie seulement dans le contexte de la ville où on habite – à la limite, le pays. Très peu de gens meurent du manque d'eau dans les villes. Oui, il y a des maladies d'origine hydrique, des diarrhées, les coûts élevés pour y faire face, et des coûts prouvés pour la croissance économique. Mais la plupart des gens survivent, et font face : ça ne fait certainement pas les grands titres internationaux. En conséquence, les améliorations doivent venir des gouvernements et bureaucraties locaux, et de la demande locale.

Parfois, quand il y a de véritables contraintes d'accès à la ressource avec de plus en plus de concurrence pour l'eau entre les villes – voire les États ou les pays – alors ça devient une arme politique qu'on peut manier à son avantage. Ça galvanise les hommes politiques et la presse. Mais les solutions restent surtout entre les mains des acteurs locaux.

Comment voyez-vous l'avenir des bidonvilles ?

Je m'attends à voir des améliorations seulement graduelles, principalement grâce à une plus grande efficacité de mise en œuvre, davantage de ressources consacrées aux bidonvilles, un intérêt grandissant de la part des gouvernements, et le développement économique, absolument essentiel. Quand un lieu se développe et s'enrichit, ses habitants exigent de meilleurs services. On ne peut vraiment pas fournir un bon service aux bidonvilles sans croissance économique. Mais ce sur quoi nous autres, urbanistes et professionnels de l'eau, pouvons agir, est la mise en œuvre.

L'Objectif du Millénaire pour le Développement au sujet des bidonvilles a été posé en termes absolus, pas en pourcentage, parce que ce serait impossible à atteindre.

Nous savons quoi faire, mais les villes n'osent toujours pas attaquer le problème de front et entamer véritablement la réhabilitation des bidonvilles. Il n'y a pas de grand tollé pour défendre un changement ou une amélioration, et bien sûr les bidonvilles offrent une base électorale aux politiciens et des incitations vicieuses à garder les bidonvillois dans les bidonvilles. Sans compter le fait que nous vivons dans un monde urbanisé, avec de plus en plus de gens déménageant vers la ville si rapidement qu'il est très difficile de suivre le rythme avec l'amélioration des services.

Vous noterez que l'Objectif du Millénaire pour le Développement au sujet des bidonvilles a été posé en termes absolus, pas en pourcentage, parce que ce serait impossible à atteindre. Vous pouvez rassurer les membres de votre réseau de "jeunes professionnels", ils ont encore une vie de travail devant eux !

Et toi, comment vois-tu ton avenir ?

J'ai commencé dans l'alimentation en eau urbaine, et j'éprouve l'envie pressante d'y retourner. C'est toujours un sujet fascinant pour moi et je commence à être un peu fatiguée de la littérature sur le sujet, ce sera agréable de repartir et de contribuer à nouveau. Et puis, avec mon travail plus récent dans les ressources en eau au sens large, j'ai acquis une nouvelle perspective sur le terrain, donc j'ai l'impression d'avoir un pied dans l'alimentation en eau et l'assainissement, et un pied dans un tableau d'ensemble de la gestion des ressources en eau. J'aimerais maintenant me concentrer sur le lien entre ces domaines, par exemple le rôle des villes et de leurs bidonvilles dans la gestion des ressources en eau. »

¹ Thèse : *Watering the Slums : How a utility and its street-level bureaucrats connected the poor in Bangalore*, 2007.

Pour aller plus loin :

Du clientélisme au contrat : stratégies de changement et pérennité des privatisations dans les services d'eau des villes latino-américaines, Pierre-Louis Mayaux, *Revue Internationale de Politique Comparée*, mars 2010 : http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=RIPC_173_0089

Services d'eau en Amérique Latine : les partenariats public-privé à l'épreuve des stratégies d'acteurs, Pierre-Louis Mayaux, OPALC, 2009 http://www.opalc.org/web/images/stories/ELEC/Services_deau_en_Amerique_Latine.pdf

The Challenge of Slums, Global Report on Human Settlements, UN-Habitat, 2003 : <http://www.unhabitat.org/pmss/listItemDetails.aspx?publicationID=1156>

Pour une bibliographie plus complète, vous pouvez nous écrire à infoslums@reseauprojection.org



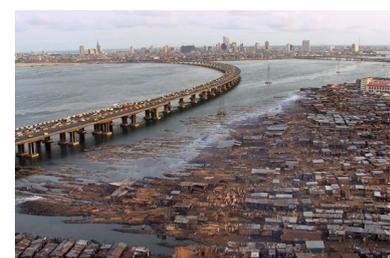
Bombay, Inde



Manille, Philippines



Salvador de Bahia, Brésil



Lagos, Nigéria

Entretien avec Bert Diphorn, Directeur du Bureau du Financement des Etablissements Humains et de la branche Eau, Assainissement et Infrastructures à UN-Habitat Nairobi, au Kenya

Avec plus de vingt ans d'expérience dans le management opérationnel, la fourniture d'assistance technique et le conseil en politique en Afrique, en Asie et en Europe dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, Bert Diphorn est aujourd'hui un personnage incontournable du monde des services essentiels. Nous avons recueilli son témoignage et son avis sur la situation et l'avenir des bidonvilles.

Parlez-nous de votre parcours.

Je travaille actuellement au poste de Directeur du Bureau du Financement des Etablissements Humains à UN-Habitat Nairobi, au Kenya, où je dirige également la branche Eau, Assainissement et Infrastructures. Je suis en charge de l'élaboration des programmes de travail périodiques et de la stratégie d'exécution du Bureau.

Avant de travailler à UN-Habitat j'ai été détaché en 2003 par le gouvernement néerlandais en tant que Conseiller Senior auprès du Vice Président de la Banque Africaine de Développement. J'ai alors été chargé de l'établissement de la Facilité Africaine de l'Eau, de la mise en place du programme de partenariat BAFD/Pays-Bas, ainsi que de coordonner la contribution africaine au 4ème Forum Mondial de l'Eau.

J'ai également travaillé à la tête du Groupe de Soutien pour l'Eau, au Ministère des Affaires Etrangères néerlandais.

Enfin, j'ai dirigé l'organisation du 2ème Forum Mondial de l'Eau de la Hague en 2000, et du Water Dome durant le Sommet Mondial du Développement Durable de Johannesburg.

Quelle est votre perception de la question des bidonvilles ?

Un bidonville est par essence un ensemble illégal, qui n'existe pas officiellement, qui n'existe pas d'un point de vue légal. En conséquence, les problèmes rencontrés dans ces zones « invisibles » ne rejoignent jamais les préoccupations politiques des gouvernements ou des autorités locales. C'est d'ailleurs notre rôle à nous, UN-Habitat, de porter la cause des bidonvilles sur la place publique et de faire entendre la voix des habitants de ces zones délaissées auprès de ceux qui ont les moyens d'agir, mais qui manquent parfois de volonté et de sensibilité au problème. En somme, il faut agir pour rendre à ces zones urbaines et à leurs habitants une existence juridique et politique qui leur permette de faire valoir leurs intérêts propres.

Quels sont les acteurs les mieux placés pour lancer cette dynamique du changement ?

Aux Nations Unies, nous avons essentiellement un rôle de plaidoyer, nous devons faire connaître les problèmes en les exposant à la vue de tous et plus particulièrement de ceux qui peuvent agir. Le problème d'amener de l'eau dans les bi-

donvilles par exemple, n'est pas un problème technique insurmontable, c'est même facile. Finalement, le changement dans les bidonvilles est un enjeu profondément politique. Ce sont les gouvernements, les villes, les autorités locales, les services publics, etc. qui peuvent changer les choses. C'est complexe, car selon les situations c'est parfois l'une de ces instances, parfois l'autre qui peut ou qui doit agir. Et parfois, c'est toutes ensemble.

Puisque l'on parle engagements politiques et des parties prenantes, attendez-vous quelque chose des événements internationaux comme le 6ème Forum Mondial de l'Eau, le « Forum des solutions » ? Pensez-vous que ces événements puissent avoir un impact réel sur la situation des bidonvilles et de leurs habitants ?

Espérons-le ! À UN-Habitat, nous nous sommes fixés des objectifs pour 2050 et nous souhaitons pouvoir les réaliser en impliquant toutes les parties prenantes. Aujourd'hui il y a un cruel besoin de planification urbaine dans la plupart des grandes villes des pays en développement. Un de nos objectifs est d'arriver à « contrôler » les villes. Si on prend l'exemple de beaucoup de capitales africaines, qui ne bénéficient pas de planification urbaine efficace, le chaos est visible. Il faut donc absolument agir de ce côté-là. Cet impératif ne doit pas se réaliser sans que l'on y intègre le sujet des services essentiels, qui selon nous constituent un point central dans la réussite de ce type de projet de long terme. Notre but est donc de faire de l'accès aux services une question indissociable de la question de l'aménagement urbain, en faisant comprendre à chaque partie prenante les enjeux sociaux, environnementaux et politiques inhérents à de tels projets.

Sachant que le Forum Mondial de l'Eau est le plus grand événement autour de l'eau, avec plus de 15 000 personnes attendues et une publicité conséquente, c'est évidemment le moment de faire parler des problèmes des bidonvilles auprès des politiciens. C'est le moment où le podium est disponible pour prendre la parole. En d'autres termes, c'est le moment d'évoquer un mot que j'adore : des solutions !



Sans planification urbaine et sans projets concrets de long terme, nous nous dirigeons vers une situation chaotique.



Interview de Bert Diphorn (suite et fin)

Quelles sont vos prédictions en ce qui concerne l'avenir des bidonvilles et en ce qui concerne l'accès à l'eau et l'assainissement dans ces zones ?

Quand je constate que les choses n'évoluent pas ou peu, je suis pessimiste. Quand on regarde les chiffres, on constate l'ampleur du problème et du chemin qu'il reste à parcourir : plus de 30% des populations urbaines du monde vivent aujourd'hui dans des bidonvilles. C'est énorme ! Sans planification urbaine et sans projets concrets de long terme, nous nous dirigeons vers une situation chaotique. D'un autre côté, les populations urbaines pauvres ont la



force (sic). Elles sont une potentielle source de révolte et peuvent amener à l'émergence de conflits socio-politiques, et donc de changements. Si l'on prive ces populations, en grande partie des jeunes, des besoins essentiels comme l'accès à l'eau et à un logement, et plus généralement de conditions de vie décentes, je crains que les conséquences soient désastreuses! Aujourd'hui, la majorité des habitants des bidonvilles ont un téléphone, une télé, et parfois même ont un accès régulier à internet. Ils ont donc accès à l'information et peuvent la partager. Nous sommes face à une véritable bombe à retardement, à laquelle les

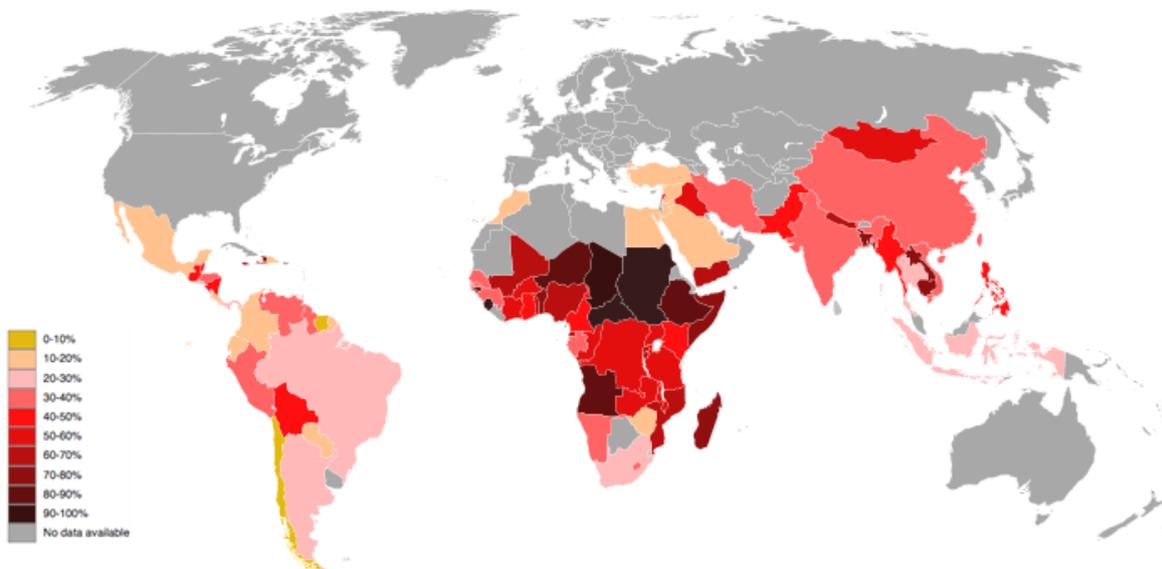
décideurs politiques nationaux et locaux doivent prêter une oreille plus attentive s'ils ne veulent pas voir à terme la situation s'envenimer et dégénérer.

Quel rôle pour les jeunes professionnels dans ce contexte?

La jeunesse c'est l'avenir, une source formidable de changement. Il ne faut pas accepter la situation actuelle, or ce sont principalement les jeunes professionnels qui vivent sur le terrain ce qui se passe aujourd'hui et qui peuvent décider de changer les choses. Ils ont aussi le pouvoir de mobiliser les politiques. Nous avons donc besoin des jeunes, issus de cultures, de pays et de parcours différents. En s'unissant et joignant leur force dans un réseau tel que le vôtre, ils se renforcent pour mettre en marche le changement.



Estimation de la part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles, UN-Habitat, 2005



Nous vous présentions dans le dernier numéro de l'Essentiel le projet **Sani Tsapta** (les savoirs de l'assainissement en langue haoussa), projet de renforcement des compétences des professionnels de l'assainissement mis en œuvre par le réseau Projection en partenariat avec le RAIL-Niger. Retrouvez dans cette rubrique les dernières actualités du projet.

Le rôle des petits entrepreneurs privés (PEP) pour faciliter l'accès à l'eau des quartiers périphériques de Ouagadougou.

Du 1er au 03 février, le réseau Projection organise en partenariat avec Wateraid et le Centre des Métiers de l'Eau (CMEAU), un atelier international sur les PEP de l'assainissement. Dans le cadre de sa préparation, Projection a proposé en septembre 2011, une rencontre au Burkina Faso sur le service public d'eau potable dans les quartiers périphériques de Ouagadougou qui s'est largement appuyé sur les petits entrepreneurs privés. Cette rencontre était l'occasion de mieux connaître et comprendre le rôle des petits opérateurs existants dans le domaine de l'accès à l'eau, et de voir dans quelles mesures les expériences en la matière peuvent nourrir notre réflexion sur les petits entrepreneurs de l'assainissement.

A Ouagadougou, la distribution d'eau est assurée par l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA). Cependant, jusqu'en 2008, la desserte est restée limitée aux quartiers formels (ceux dont les résidents disposent d'un titre foncier régulier). L'ONEA ne proposait pas ses services dans les quartiers à statuts irréguliers qui entourent la ville et où vivent environ 300 000 personnes, soit un tiers de la population totale. En effet, le système de gestion n'était pas compatible avec les quartiers non-lotés. Pour repérer ses abonnés, l'ONEA se base sur les références cadastrales (un abonné par parcelle). Or dans les quartiers non lotis, les populations se sont installées de manière informelle, et leurs terrains ne sont pas enregistrés au cadastre. Il était alors difficile pour d'assurer la gestion clientèle dans ces quartiers.

Pour faire face à cette problématique, un projet de désenclavement des quartiers périphériques défavorisés (financé par l'AFD) a été initié en 2007. L'une des composantes de ce projet prévoit la conception d'un programme d'adduction d'eau potable, à travers la mise en place de réseaux souples d'adduction dans ces quartiers et d'une gestion déléguée des bornes fontaines réalisées.

La réponse à donner dans ces quartiers est différente des procédures habituelles. Les délégués, qui connaissent leur quartier, apportent des réponses plus souples et adaptées pour identifier et suivre la clientèle.

En novembre 2009, dans chaque quartier, un exploitant privé local a donc été recruté par appel d'offres par l'ONEA. Il achète l'eau en gros et la revend aux usagers en respectant le tarif public national. Pour faciliter l'accès au service des plus pauvres, le branchement familial dans ces quartiers est proposé à un prix subventionné. La subvention est versée à l'opérateur une fois le branchement réalisé et fonctionnel. Ce mécanisme d'aide s'inspire du modèle OBA, « out based aid ». Des objectifs de résultats (nombre de branchements individuels, volume d'eau acheté en



Gérante de borne-fontaine à Bogodogo – photo Hydroconseil

gros annuellement) sont fixés aux opérateurs par l'ONEA. En cas de non atteinte des objectifs, ce dernier peut imposer des pénalités à l'opérateur.

En 2010, 65 bornes fontaines ont été réalisées sur l'ensemble des quartiers pour desservir près de 100 000 nouveaux usagers en quartiers irréguliers, dont 800 ménages raccordés au réseau. Elles sont gérées par des délégués aux 4/5ème commercialement viables. Leurs profils sont très hétérogènes, allant d'un bureau d'étude expérimenté dans le domaine de l'eau, à des entreprises tenues par des commerçants moins expérimentés dans le secteur. Un suivi personnalisé a donc été mis en place afin de les appuyer en fonction de leurs besoins spécifiques : informatique, gestion clientèle (mise en place d'un système simple de facturation), organisation de l'entreprise, etc.

Parallèlement, un interlocuteur unique pour ces délégués a été identifié au sein de l'ONEA afin d'atténuer l'effet "nébuleuse" pour les délégués. Au démarrage, ils étaient mis en lien avec des services différents selon leurs questions (techniques, clientèle, etc.), ne facilitant pas la communication et le suivi. Aujourd'hui, les besoins exprimés par les délégués concernent les projets d'extension du réseau et montrent bien la réussite de cette initiative vers les PEP et le mode de gestion mis en place.

Cette expérience bien que spécifique à l'accès à l'eau est un exemple d'intégration des PEP dans un mode de gestion plus global du service. Une étude de cas exemplaire pour l'équipe de la Cellule de Renforcement de Compétences en Assainissement (RCA) en charge du projet Sani Tsapta, qui, en parallèle de sa réflexion sur les Petits Entrepreneurs Privés de l'assainissement, mène par ailleurs une étude sur les modes de gestion des services en charge de l'assainissement liquide au sein de communes nigériennes et burkinabè.

Ici et ailleurs, on se retrouve !

**Le 19 Janvier : journée d'échanges « Droit à l'eau et à l'assainissement dans les bidonvilles »**

Alors qu'une personne sur deux vit en ville et que le développement des bidonvilles pose des défis particuliers en termes d'accès aux services, qu'est-ce que le droit à l'eau change concrètement pour l'intégration de ces espaces à la ville ? Pour répondre et débattre de ces questions, une journée jeunes professionnels sera organisée le 19 janvier 2012 à l'AFD. Dès à présent, les questions connexes de pauvreté, d'habitat précaire et de foncier seront abordées et des solutions concrètes, financières ou institutionnelles débattues.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur notre site internet !

Si vous avez des idées ou si vous souhaitez vous impliquer, n'hésitez pas nous à contacter à l'adresse suivante : info@reseaprojection.org

**En Janvier : Voyage d'études à Fada N'Gourma**

Du 23 au 25 janvier (à confirmer), Projection organisera un voyage d'études sur les services municipaux eau/assainissement à Fada N'Gourma au Burkina Faso. Le but de cet événement est de favoriser l'échange de pratiques pour renforcer les liens entre les professionnels et faire connaître leurs solutions innovantes et adaptées sur le terrain.

En Décembre '11 / Janvier '12 : Forum Nationaux de l'Eau et de l'Assainissement

Projection appuie la contribution des jeunes professionnels au sein des Forums Nationaux de l'Eau et de l'Assainissement, qui ont lieu au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo. Ces forums sont organisés en préparation du 6ème Forum Mondial de l'Eau de Marseille, sur l'initiative d'Eau Vive et SIE-ISW-SIA, et ont lieu en décembre 2011 et en janvier 2012.

En Février : Atelier International sur les Petits Entrepreneurs Privés de l'assainissement

Après une conférence électronique sur les PEP riche en enseignements (synthèse en ligne sur la plateforme collaborative des membres), Projection a souhaité approfondir ses connaissances des PEP pour mieux évaluer leur rôle dans le secteur de l'assainissement. À travers cet atelier international organisé en partenariat avec WaterAid Burkina Faso et le Centre des Metiers de l'Eau (CEMEAU), Projection espère ainsi mieux comprendre quelles sont les spécificités des PEP, leurs atouts et leurs contraintes. L'atelier aura lieu dans les locaux de Projection à Ouagadougou, les 1, 2 et 3 février 2012.

Pour toute question et inscription, rendez-vous avant le 25 janvier sur www.reseaprojection.org/?p=3915 ou contactez :

Béatrice Tourlonnias au Burkina : (+ 226) 72 48 39 77 - beatrice.tourlonnias@reseaprojection.org

et **Albeidou Mohamadou** au Niger : (+227) 90 25 17 46 / 96 59 99 18 - albeidoum@yahoo.fr



MARSEILLE, FRANCE '12
LE TEMPS DES SOLUTIONS

6ème Forum Mondial de l'Eau :**Projection, votre partenaire Forum**

Le Comité International du Forum a confié à Projection la mobilisation et la coordination des activités jeunes professionnels à l'occasion de cette 6e édition. Dans cette optique, nous travaillons à vous accompagner du mieux possible, avant et pendant l'événement.

- un **tarif jeune professionnel** à moitié prix pour le Pass 6 jours,
- un **accompagnement personnalisé** selon votre profil et vos attentes,
- **des moments d'échange informels** au sein de notre Auberge de jeunes professionnels
- **une contribution originale** à travers un espace dédié aux solutions pour l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les bidonvilles
- **des facilités d'hébergement** à tarifs négociés située à seulement 15 minutes du Forum (dans la mesure des places disponibles)

CONCOURS : DEVEZ-EN RÉDACTEUR ET GAGNEZ VOTRE SÉJOUR À MARSEILLE - LE TOUS FRAIS PAYÉS !

Vous êtes diplômé, en activité ou en recherche d'emploi dans le secteur de l'eau et/ou de l'assainissement ? Vous maîtrisez l'anglais et le français ?

Participez au concours avant le 22 janvier et vous aurez la chance d'être encadré par une équipe de journalistes confirmés, de rencontrer les experts de l'eau et de l'assainissement, d'assister aux débats, et de profiter d'entretiens privilégiés avec les invités ! Vous bénéficierez en plus d'une journée de formation au journalisme et serez hébergés dans l'Auberge des jeunes professionnels, située à deux pas du Forum.

Pour tout savoir sur le concours et sur les avantages jeunes professionnels, connectez-vous sur www.reseaprojection.org, rubrique « Forum Mondial de l'Eau », ou écrivez-nous à marseille2012@reseaprojection.org

Nous y avons contribué :

Pour son numéro 90 de *Liaison Energie-Francophonie*, l'IEPF a pu compter sur les plumes du réseau Projection avec :

- Un article de fond rédigé par Béatrice Tourlonnias et Jean-Hugues Hermant : « *La gestion communale des déchets, c'est possible !* »

- Des regards croisés de membres du réseau :

- Jérémie Cave,
- Issa Sory
- Julien Gabert
- Denis Desille
- Julie Patinet

Pour découvrir ces textes, vous pouvez consulter la publication complète ici : http://www.iepf.org/media/docs/publications/460_LEF90WEB.pdf



Rejoignez-nous en vous inscrivant sur :

www.reseaprojection.org

Réseau Projection

71, rue Archereau

75 019 Paris - Tél : 09 50 05 21 44